

Impôts : "Des conditions de travail déplorables"



Les agents réclament des effectifs supplémentaires et la réalisation des travaux qui devaient avoir lieu avec la fusion.

Les agents des impôts sont en colère. Et pour le faire savoir, hier, ils ont fait grève. Ils dénoncent des "conditions de travail déplorables. Depuis la fusion des impôts (qui calculent l'assiette) et du Trésor (qui encaisse les paiements), soi-disant pour les contribuables, rien ne va. Au recouvrement, neuf emplois étaient prévus et sept seulement sont arrivés, sans compter le problème des collègues en maladie".

À l'accueil aussi, il y a malaise: "Il n'y a quasiment personne pour l'assurer, certains doivent le faire en plus de leur travail et n'en peuvent plus". Parce que les agents l'assurent, le public vient les voir en nombre: "Lundi, on a vu 572 personnes et en moyenne, c'est 400. Parfois le hall est plein et ça déborde sur le trottoir".

D'autant que ces contribuables ne sont pas reçus, selon eux, dans de bonnes conditions: "Les travaux prévus, exceptés ceux de la caisse, n'ont pas été réalisés, alors qu'ils auraient pu réduire les difficultés. Mais comme il y a de l'amiante, ça rend le chantier compliqué. Et puis il n'y a aucune signalétique, l'écran n'a jamais fonctionné! Donc les gens ne savent pas où aller et parfois,

quand ils sont obligés de refaire la queue, ils râlent".

Alors les agents se débrouillent comme ils le peuvent: "Il y a deux systèmes d'accueil. On a fabriqué des tickets en carton avec des numéros, mais comme on est plusieurs à recevoir le public, on leur demande, entre eux, de voir à quel numéro on en est... Parfois on reçoit les gens debout dans l'accueil, ils parlent de leurs saisies devant tout le monde, ce qui est inacceptable, pour eux et pour nous. Nous recevons beaucoup de gens qui ont des problèmes sociaux, car avec le RSA, ils doivent désormais payer la taxe d'habitation et la redevance. Ou leur prime pour l'emploi est annulée, ce qui les rend agressifs. Bref, on est en installation provisoire et en sous-effectifs. Et les enveloppes budgétaires s'envolent. Un poste de gestionnaire de file d'attente était prévu: on ne l'a jamais vu".

D'après eux, cette fusion n'a qu'un but: "Supprimer des emplois dans le service public". Et les agents de dénoncer "l'attitude méprisante de leur direction".

Hier, à 16h 15, nous avons tenté de joindre la direction des impôts. Personne n'a répondu à notre demande. **E.E.B.**